

de ne pas établir leurs idées sur le sable. Allons jusqu'au bout et cherchons à connaître toute l'histoire. Il est tout à fait déraisonnable de notre part de nous attendre que les États-Unis adoptent une attitude dépourvue de tout traitement injuste, étant donné les faits que je viens de présenter. L'honorable député de Peace-River vient de me renvoyer à un article sur le caoutchouc. Je n'ai pas encore eu l'occasion de le lire, mais, selon lui, il tend à confirmer la déclaration que je viens de formuler au sujet de la Malaisie. Qu'allons-nous donc faire lorsque cessera de fonctionner ce nouveau procédé américain grâce auquel les États-Unis fournissent à l'étranger l'argent qu'il faut pour acheter leurs produits? Que vont-ils faire et que va faire le Canada?

Les États-Unis ont fait encore une chose. Je ne le lui reproche pas. Si j'en parle c'est que j'ai justement soulevé cette question à la Chambre plus d'une fois. J'en ai parlé les 2 et 9 avril et le 5 mai. Essentiellement j'ai soutenu une thèse fondée sur le fait que depuis 1922 les États-Unis ont imposé au monde la clause de la nation la plus favorisée, sans conditions. Celle-ci a gêné plus qu'on ne saurait dire les efforts des nations en vue de conclure entre elles des accords. Les États-Unis pratiquent toujours la même politique. Pourquoi? Simplement pour ouvrir des marchés à leurs propres producteurs. Voici où ils veulent en arriver. Un petit pays veut-il rendre à un autre un service grâce auquel ce dernier pourra trouver un marché? Les États-Unis, si puissants qu'ils soient, exigent le même avantage, ce qui leur permet de vendre à leur tour au second de ces petits pays, déplaçant les produits du premier. Voilà le sens de la disposition dite de la nation la plus favorisée, sans conditions, qui a cours actuellement dans le monde. A mon avis, le Canada a fait preuve de légèreté en s'engageant à la faire respecter, sous prétexte qu'il s'agissait d'un programme d'expansion. En 1945, le ministre du Commerce a fait paraître une brochure où il est dit que nous favorisons justement l'expansion.

J'en ai parlé assez longuement le 5 mai. Je n'entends pas y revenir aujourd'hui mais cela veut dire effectivement que les États-Unis sont libres de s'étendre indéfiniment. Par toutes sortes de moyens, ils accaparent des marchés partout dans le monde, sans se soucier de ce qui arrive au reste du monde. Ainsi, ils exportent leur chômage et le déversent dans les rues des autres nations, simplement en exportant leurs produits dans toutes les directions, grâce à la protection que leur assure la clause de la nation la plus favorisée, principe sur lequel se fonde

ce que les apologistes se plaisent à appeler "Programme d'expansion". Programme d'expansion pour les États-Unis! Et pour les États-Unis seulement!

Un autre facteur important est l'accord de Bretton-Woods, lequel visait à ramener à l'étalon-or, d'une façon absolue, toutes les nations qui signaient cet accord. J'ai assez longuement traité la question le 5 mai. Qu'allons-nous faire à ce propos? D'après moi, commençons tout d'abord par sortir de l'accord de Bretton-Woods le plus tôt que nous pourrons et faisons-en sortir tous les autres. Pendant que j'en suis là, disons que j'ai lu l'autre jour que l'Allemagne va avoir l'occasion de participer à l'accord de Bretton-Woods. A en juger par l'élégance avec laquelle on s'est exprimé, j'ai pensé qu'on avait dit à l'Allemagne qu'il lui faudrait accepter l'accord de Bretton-Woods. Si l'on veut savoir pourquoi la situation est dangereuse actuellement en Allemagne,—c'est une situation qui peut entraîner notre ruine,—il faut le chercher, à mon avis, dans l'accord de Bretton-Woods et dans la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée, que l'Allemagne devrait vraisemblablement accepter si elle devenait membre du groupe de nations qu'il nous plaît d'appeler nations libres réunies dans l'organisme que nous appelons l'OTAN. Si ce que je dis à ce sujet n'est pas vrai, j'invite tout député à me reprendre. Qu'arrive-t-il lorsqu'il s'agit de fournir des dollars à la Grande-Bretagne afin qu'elle puisse acheter des marchandises du Canada ou des États-Unis, ou lorsqu'il s'agit d'en fournir à la France ou à tout pays pour qu'ils puissent se procurer nos denrées? Tout d'abord, nous produirons nos propres denrées. C'est une ligne de conduite judicieuse et j'en ai félicité le ministre. Donc, nous ne voulons pas de leurs denrées. Donc aussi, ils ne peuvent obtenir nos dollars, quoi qu'ils fassent. Cette perspective ne leur semble-t-elle pas brillante? Ne nous semble-t-elle pas brillante lorsque nous cherchons un marché où écouler l'excédent de nos produits agricoles?

En outre, nous nous encerclons dans l'étalon-or inconditionnel aux termes de l'accord de Bretton-Woods, assujétissant à la contrainte toutes les nations qui l'acceptent; nous insistons sur la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée et, ainsi, nous causons tous les préjudices que les autres mesures ne causeraient pas. On pourrait presque répéter la vieille prière que nos pères récitaient: Nous avons fait ce que nous n'aurions pas dû faire et nous n'avons pas fait ce que nous aurions dû faire; en vérité nous agissons mal.